

INFOS LUTTES



Syndicat national CGT Finances Publiques

Case 450 • 263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr •

Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr • dgfip@cgt.fr

• Tél : 01.55.82.80.80 • Fax : 01.48.70.71.63

Montreuil, le 15/07/2015

RECENSEMENT DES ACTIONS

Il est exceptionnel qu'il y ait autant de mobilisations locales, impliquant des centaines d'agents et d'usagers, en cette période de l'année. Certaines ont pour origine la question de l'emploi ou les conditions de vie au travail des agents. Mais c'est surtout la défense du réseau de proximité qui est au cœur de la plupart des interventions, la Direction Générale ayant autorisé les DDFiP et DRFiP à communiquer les restructurations prévues pour l'année 2016 dans le cadre de la démarche stratégique. Ici sont présentées les mobilisations les plus médiatiques pour le retrait de ces projets. Mais l'action militante, c'est aussi les sections de la CGT qui informent agents, élus et usagers, prennent les contacts et organisent dès cet été les mobilisations pour la sauvegarde du réseau de la DGFIP. La CGT Finances Publiques vous en tiendra informés.

13 – BOUCHES-DU-RHÔNE

Les agents se mobilisent contre les fermetures de trésoreries d'Eyguières et de Miramas

Les agents des Centres des Finances Publiques (CFP) de Salon-de-Provence et d'Istres signent massivement la **pétition pour le retrait des projets de suppressions des trésoreries**.

De ces restructurations devrait résulter le transfert des activités accueil et recouvrement des trésoreries d'Eyguières et de Miramas sur ces CFP.

Dans les pétitions, adressées à la Directrice régionale, les agents des CFP dénoncent le transfert des charges d'accueil et de recouvrement, missions déjà en difficulté sur leurs centres respectifs, alors que la DGFIP diminue les moyens en personnel.

Les collègues soulignent qu'il en résulterait une dégradation inacceptable des conditions de travail et de réception du public. Ils dénoncent enfin le recul pour le service public de proximité.

A la date du 8 juillet, les pétitions avaient recueilli 35 signatures sur le site d'Istres et 71 signatures sur le centre de Salon-de-Provence.

À Estienne d'Orves, la mobilisation a payé !

Mardi 30 juin, les agents réunis en AG dans le hall avaient décidé : **« tant que la direction ne prend pas de dispositions permettant aux agents de travailler dans des conditions normales, nous**

arrêtons de travailler à 13h30 et nous nous rassemblons dans le hall ».

Mardi, mercredi et jeudi, ils ont arrêté le travail à 13h30 et se sont rassemblés, car il n'est pas admissible de travailler dans des bureaux où la température atteint ou dépasse les 30 degrés.

La tension est montée devant l'inertie de la direction qui reportait toute la gestion des difficultés, allant jusqu'aux problèmes médicaux chez les plus fragiles, sur les épaules des chefs de service locaux.

Les agents n'ont pas accepté cette inertie.

Ils ne pouvaient l'accepter car c'est bien la succession de décisions ineptes prises par l'administration, depuis le choix d'un immeuble avec une verrière en face sud, en passant par l'absence de traitement efficace des anomalies constatées dès l'origine dans le fonctionnement de la clim de cet immeuble, qui sont à l'origine de leurs conditions de travail déplorables actuelles. C'est l'administration qui est responsable !

C'est pourquoi ils ont décidé jeudi 2 : **« si la direction ne vient pas vendredi 3, nous irons la chercher. »**

Ce message est remonté à la Direction.

Vendredi 3 matin, la Direction s'est manifestée par un message aux chefs de service et en réunissant les organisations syndicales pour leur dire : **« tant que la climatisation n'est pas remise en route et que les chaleurs continuent, les agents d'Estienne d'Orves**

pourront pratiquer la journée continue de 7h à 13h, la journée de travail étant réputée complète », dans les autres cas les horaires sont comptabilisés en fonction du temps de présence avec possibilité de départ à 15 heures et réintégration d'une heure. « Ces mesures intègrent la fermeture au public à compter de 13 heures ».

Alors certes, ces mesures ne mettent pas tous les agents sur un plan d'égalité, c'est pourquoi la CGT a demandé un élargissement des possibilités de journée continue aux agents ne pouvant arriver au travail avant 8 heures. La direction a déclaré réserver sa réponse sur cette demande.

Néanmoins il est clair qu'**avec ces décisions on a enfin une prise en compte de la situation à laquelle les collègues d'Estienne d'Orves sont confrontés.**

C'est le jugement qui a été porté par les collègues réunis le vendredi à 12 heures dans le hall.

21 – CÔTE-D'OR



Le 10 juillet à 8h30, un rassemblement devant la trésorerie de Selongey était organisé contre la fermeture du poste comptable.

Etaient présents la quasi totalité des élus du canton, dont Charles POUPON, président de la communauté de communes du canton de Selongey, des citoyens, et une délégation des organisations syndicales (CGT, Solidaires, CFDT étaient présents pour représenter l'intersyndicale composée de la CGT, Solidaires, CFDT ainsi que FO et la CFTC).

En cette période estivale, et malgré le délai très court entre la décision d'organiser ce rassemblement et l'action d'aujourd'hui, plus d'une cinquantaine de personnes étaient présentes, ce qui prouve l'implication de tous dans cette démarche.

Les médias étaient présents aussi (journalistes de France 3 Bourgogne, France Bleu Bourgogne et Le Bien Public) qui ont interviewé les élus, organisations syndicales, citoyens...

Cette action, parmi d'autres (motions envoyées aux élus, à la DRFIP 21, contacts pris avec des députés, ministres...), permettra, espérons-le, d'éviter la fermeture de la trésorerie de Selongey.

29 – FINISTÈRE



Jeudi 2 juillet, lors du CTL de la DDFiP du Finistère, **une vingtaine d'agents de Morlaix** ont manifesté leur opposition au projet de transfert des missions d'enregistrement et de prise en charge des déclarations de succession vers Brest.

Décidée en assemblée générale du personnel, cette action a été suivie d'une conférence de presse à l'initiative des sections CGT, FO, Solidaires et CFDT. A cette occasion, les organisations syndicales ont mis en lumière les conséquences pour les usagers et la souffrance au travail à laquelle les services sont confrontés. Ils ont aussi dénoncé l'absence de dialogue social, alors que le ministre s'était engagé à ce que la DDFiP ne profite pas de l'incendie criminel du bâtiment de Morlaix pour accélérer le processus de démarche stratégique sur ce site.

Depuis, par courrier en date du 9 juillet 2015, le Secrétaire d'État en charge du Budget a informé le député de la circonscription de la suspension du projet de transfert.

L'action a été couverte par *Le Télégramme* et *Ouest France*.

Des collègues de la Trésorerie municipale de Quimper, menacée de fermeture, s'étaient également joint au rassemblement lors du CTL.

31 – HAUTE-GARONNE

A l'Isle-en-Dodon, on dit non à la fermeture de la trésorerie. **Plus de 200 habitants, élus, syndicalistes et acteurs locaux** se sont réunis à l'Isle-en-Dodon pour protester contre la fermeture annoncée de la trésorerie. Ils craignent à terme la disparition des services publics de la commune.

Un rassemblement a eu lieu le samedi 11 juillet au matin à l'Isle-

en-Dodon pour protester contre la fermeture de la trésorerie. Le 11 juin dernier, la Direction Régionale des Finances Publiques de Haute-Garonne a en effet annoncé la disparition de l'agence de l'Isle-en-Dodon le 1er janvier 2016. Ses services doivent être transférés vers la trésorerie de Boulogne-sur-Gesse.

Depuis cette annonce, élus, syndicats et population se mobilisent pour empêcher cette fermeture. Le samedi matin, 200 habitants, une trentaine d'élus et de syndicalistes se sont réunis devant la mairie de l'Isle en-Dodon avant d'entamer une marche. Ils craignent en effet qu'après la trésorerie, la Poste ne parte aussi, entérinant ainsi la disparition des services publics dans la commune. **La mobilisation a fait la une du 19/20 sur France 3 Midi Pyrénées** ([voir le reportage](#)).

En 2008, la DRFiP 31 avait déjà voulu de fermer cette trésorerie. Ce projet avait été abandonné après une forte mobilisation des élus, de la population et de la CGT.



46 – LOT

Une délégation des syndicats CGT, Solidaires et FO s'est rendue vendredi 3 juillet à l'ouverture de l'assemblée délibérante de la communauté de communes du pays de Lalbenque afin d'alerter les élus sur le plan de restructuration des trésoreries rurales du département, 3 trésoreries, voire plus, devant être fermées dès le 1er janvier 2016.

Après avoir distribué un tract récapitulatif, la délégation a pu présenter ses revendications : maintien du maillage territorial, sauvegarde du service public de proximité et maintien des effectifs nécessaires pour exécuter les missions.

La délégation a ensuite appelé les élus des collectivités concernées à faire cause commune contre les fermetures de trésoreries avec le soutien de la population. Des pétitions sont diffusées sur le territoire pour conforter la mobilisation.

Il a également été rappelé qu'au conseil régional du 22 juin, les groupes PS et Front de Gauche ont présenté **une motion visant à faire réexaminer le plan de restructuration.**

Cette action a été relayée dans *La Dépêche du Midi*.

En parallèle, d'autres interventions (distributions de tracts) ont été faites en juin lors des réunions des conseils communautaires de la Communauté d'Agglomération du Grand Cahors et de la Communauté de Communes du Quercy Blanc.

56 – MORBIHAN



Le 1^{er} juillet, une **vingtaine de militants de la CGT, Solidaires, FO et CFTD** étaient mobilisés devant le centre des finances publiques de Lorient contre la **fermeture au public** des centres des finances publiques d'Auray, Lorient, Ploërmel, Pontivy et Vannes le mercredi, et des petites trésoreries de proximité qui voient leurs horaires de réception réduits.

Ils ont fait signer une pétition aux usagers qui ont trouvé porte close en se rendant au centre des finances publiques.

L'action a été relayée par *Le Télégramme*.

59 – NORD



Depuis plusieurs semaines, la mobilisation est forte contre le projet de fermeture de la Trésorerie de Lannoy : collègues, usagers, élus locaux... Tous sont sur le pont, avec la signature massive de pétitions, des délibérations prises en conseil municipal.

Un projet alternatif a même été présenté par le maire de Hem.

La CGT Finances Publiques et Solidaires ont organisé un **rassemblement** devant la trésorerie de Lannoy le vendredi 3 juillet.

Uagers, collègues du secteur, élus locaux ont répondu présents pour cette initiative : **une centaine de participants** tout au long de l'après-midi.

L'initiative a fait l'objet d'articles dans *La Voix du Nord* et *Nordéclair*.

La section continuera à se mobiliser sur ce sujet tout au long de l'été pour que la Direction revienne sur ce projet.

65 - HAUTES-PYRÉNÉES

L'accueil fiscal de proximité des particuliers des trésoreries de la Barousse doit être transféré au Centre des finances publiques de Lannemezan. Le DDFIP 65 avait même indiqué lors d'une réunion que « *pour toute question relative à l'impôt, les usagers de Loures-Barousse n'auraient que peu de kilomètres à faire pour se rendre à Lannemezan* » (32 pour être exact).

Depuis plus d'un mois la CGT Finances Publiques 65 a alerté les élus locaux et l'intersyndicale CGT/Solidaires/FO a décidé de ne pas participer à la parodie de dialogue organisée par la direction locale sur la question le 9 juillet dernier. L'intersyndicale a rencontré le Président du Conseil départemental ainsi que le maire de Loures Barousse et le président de la Communauté de Communes de la vallée de la Barousse. **A cette occasion et suite à cette interpellation, les membres du bureau de la Communauté de communes de la vallée du Barousse ont décidé d'organiser une manifestation contre cette fermeture.**

Les élus, les usagers et les agents des finances publiques sont appelés à la mobilisation vendredi 17 juillet 2015 à 18h00 sur la place de l'église de Loures-Barousse.

76 - SEINE-MARITIME



► Jeudi 25 juin s'ouvrait à Rouen le congrès des régions de France où présidents de régions, représentants du gouvernement et patrons se réunissaient.

A cette occasion, l'intersyndicale CGT-FO-FSU-Solidaires appelait à manifester. **3000 personnes ont défilé.** Le cortège mélangeait salariés du privé et du public, travailleurs portuaires, territoriaux et pour la première fois des aides à domicile de l'ADMR.

Les revendications portées étaient dans la continuité de la journée de grève du 9 avril : **interdiction des licenciements,**

refus de l'austérité, augmentation des salaires, retrait de la loi Macron et du Pacte de responsabilité... et en particulier, le **rejet de la réforme territoriale** débattue au congrès de l'ARF.

► Suite à un article paru le 20 avril 2015 sur ULYSSE 76, la CGT a été interpellée par des collègues des services de la sphère contrôle (BCR, BDV et Pôle CE). Cet article annonçait entre autre le rapprochement des services de direction sur la cité administrative et le déménagement des services de contrôle à l'école des douanes (fermeture prévue le 31/08/2015).

Si la logique de la Direction Régionale de reloger des services dans des bâtiments domaniaux n'est pas contestable, la manière l'est beaucoup plus. Il n'y a eu aucune concertation avec les services concernés pas plus qu'avec les organisations syndicales.

La CGT et Solidaires ont donc organisé plusieurs HMI. Les agents présents se sont prononcés contre le projet au motif d'une dégradation des conditions de travail : éloignement avec les services de gestion, absence de place de parking, perte de temps pour les collègues obligés de pointer (environ 30 minutes par jour).

Après avoir voté plusieurs actions telle qu'une pétition, la voiture au garage, procéder par la voie administrative pour la transmission des documents, le blocage des 3909, les agents décident d'investir le CTL du 08 juin 2015.

En début de séance **plus d'une quarantaine de collègues du pôle contrôle** (ICE, BDV, BCR actuellement au 5e étage de la cité administrative de Rouen) ont interpellé la Directrice au sujet de leur futur déménagement à l'école des Douanes. Les échanges ont été tendus et les collègues ont demandé l'abandon du projet. La Directrice a conclu en disant que c'est elle qui décide où les agents doivent travailler et qu'il est normal que toutes les divisions de la Direction soient localisées au même endroit, près d'elle, ces services actuellement avenue Pasteur vont donc intégrer la cité et il n'y a pas assez de place pour tout le monde.

Devant « l'autisme » de la Directrice Régionale les agents ont demandé aux organisations syndicales de déposer un préavis de grève illimitée à partir du 1er septembre. Ils ont aussi demandé l'ouverture d'un espace de dialogue.

Ils restent plus que jamais déterminés et continuent à demander l'abandon du projet.

Il reste maintenant deux mois à la direction pour ouvrir de véritables négociations.

83 - VAR

► Sur le site amianté de Vert-Coteau, à Toulon, après deux années de batailles, envahissements de CTL et de CHSCT les agents avaient enfin obtenu l'encapsulation des sols amiantés de leur site. Les travaux devaient débuter le lundi 6 juillet 2015. Mais le 30 juin 2015, la DDFIP annonce la suspension du chantier pour

des raisons techniques. Le même jour, la DDFIP communique aux syndicats les documents du prochain CTL. On y découvre un projet de relogement des services de Vert-Coteau dans un autre immeuble !

Le 3 juillet à 8h30, les agents sont réunis en Assemblée Générale. Un seul objectif : faire démarrer les travaux. Une possibilité d'action : la venue du secrétaire d'état au budget le 7 juillet à Toulon. Une AG des personnels est programmée pour 11h afin de déterminer l'action. **Informée de cette AG, la DDFIP provoque une réunion sur site le 6 juillet et miracle, annonce le 6 juillet à 19H que les travaux pourront débuter le 20 juillet.**

La DDFIP annonce même aux syndicats que le secrétaire d'Etat accepte de recevoir les OS personnellement (ce qui n'est pas habituel).

Lors de l'AG de 11H les personnels considèrent que la bataille est gagnée. **Grâce à la seule menace de l'action, il est clair que tout s'est débloquent à grande vitesse.**

- Hasard du destin durant le week-end du 4 juillet, une forte fuite d'eau inonde en grande partie le centre de La Seyne-sur-Mer. Le lundi, les agents ne peuvent reprendre le travail. Malgré des dégâts importants, l'impossibilité d'utiliser les issues de façon normale, les risques électriques encourus, la DDFIP fait reprendre le travail aux agents qui, pour certains, ont les pieds dans l'eau et les ordinateurs allumés !!! Le mardi matin le secrétaire du CHSCT (CGT) demande l'évacuation de l'immeuble pour raisons de sécurité. Même chose à midi. Peine perdue. Le mercredi matin alors que l'eau est toujours présente dans le bâtiment, les organisations syndicales boycottent le CTL, mais la CGT en profite pour interpeller le DDFIP et demandé l'évacuation du bâtiment... **En l'absence de prise en compte, les représentants CGT, Solidaires et FO du CHSCT provoquent une AG sur site à 13h30 et déposent un droit de retrait. A 14h30 la Direction est sur place et, après une confrontation avec les agents, la Direction propose une série de mesures pour mettre en sécurité les agents et rendre utilisables les issues.** Les agents suspendent à 16H leur droit de retrait.

En quelques jours, à 2 reprises, les agents ont démontré qu'en se mobilisant on pouvait imposer des solutions à l'administration.

91 - ESSONNE



A l'occasion du CTL, convoqué par la Direction le 9 juillet 2015, l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires et CFTD a appelé l'ensemble des agents de la DDFIP de l'Essonne à les accompagner pour exposer le mal-être profond qui existe dans les services, les conditions de travail très dégradées par les suppressions d'emplois depuis 2007 (plus de 360 emplois supprimés et encore 33 postes C non pourvus au 1er septembre 2015), le ras le bol de ne plus pouvoir assurer leurs missions, exiger des emplois dans l'Essonne alors qu'aucun d'agent C stagiaire n'arrive au 1er septembre 2015.

Plus de 120 personnes ont répondu à l'appel. Autant de collègues présents en période de congés démontre que le quotidien n'est plus supportable.

Après une déclaration liminaire intersyndicale annonçant le boycott du CTL par les représentants des personnels, les collègues ont pu exprimer leur mal être quotidien : détérioration des conditions de travail, pression quotidienne, sentiment d'abandon, situation insupportable pour les agents attachés à leurs missions, soucieux de bien faire, voire le mépris de la direction...

Les réponses hors de propos de la Direction n'ont pas été à la mesure de la souffrance exprimée et des attentes.

Face à la surdité de la Directrice, en l'absence de réponse favorable à cette revendication, l'intersyndicale demande à être reçue par le Directeur Général.

